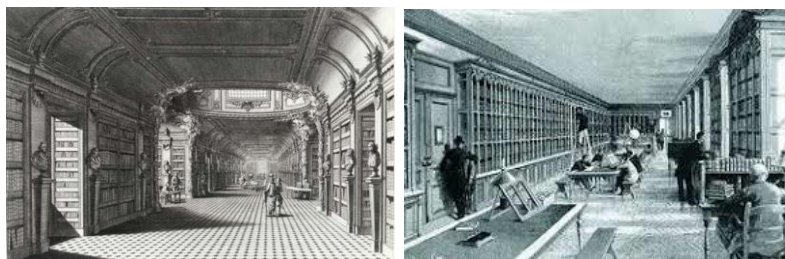




Société Française de
Finances Publiques

Avril 2019
n° 13
Deuxième année

Billet bibliographique



« Dans nos bibliothèques au mois de mars 2019 »

*Ce Billet bibliographique mensuel, qui est dans sa deuxième année d'existence, est destiné à faire connaître les références des publications récentes en **finances publiques et droit fiscal** (pour cette livraison : travaux parus ou diffusés en **mars 2019**). Les publications figurant dans ce Billet nous ont été soit signalées par les auteurs (que nous remercions une nouvelle fois pour les nombreuses réponses reçues) suite à ²notre message diffusé le 27 mars, soit repérées (sélection non exhaustive) par les rédacteurs du Billet.*

Ce Billet bibliographique n'a d'autre ambition que d'être un aide-mémoire.

Vous recevrez au début du mois de mai un appel pour nous indiquer vos publications parues au cours du mois d'avril 2019.

Si vous ne l'avez pas déjà fait, n'hésitez pas à consulter notre nouveau site Internet sur lequel vous trouverez notamment les archives du Billet bibliographique à partir du n° 1 (onglet « Documents SFFP »):

<https://www.sffp.fr/>

Ouvrages

- * BONIN Hubert, *Histoire de la Société générale. Tome II : 1890-1914*, Droz, (mars) 2019, 2 vol., 1130 p.

Après son émergence (tome I), la Société générale incarne la deuxième révolution bancaire : elle a une stature de banque de dimension nationale et déploie un vaste réseau d'agences ; elle s'affirme dans le sextet des leaders de la place bancaire de Paris. Cette expansion explique qu'elle se dote d'outils de gestion d'une grande firme bancaire (comptabilité, ressources humaines, immobilier, Inspection générale), sous la houlette d'une direction qui se structure et se diversifie (volume 1). La Générale pratique la banque relationnelle dans les régions grâce à ses agences ; elle devient l'un des leviers de la croissance du capitalisme français dans la deuxième révolution industrielle, en partenaire de grandes entreprises et de noyaux de moyennes sociétés familiales (volume 2). Elle participe à l'expansion de la banque commerciale de crédit et de la banque de négoce, en France ou à l'échelle européenne, grâce à une forte présence à Londres et en Belgique. Elle mobilise l'épargne grâce à son métier de banque de placement de valeurs mobilières et à son insertion dans les syndicats d'émission. Elle duplique son modèle économique en se lançant sur le marché russe, où elle bâtit, à la veille de la guerre, la première banque du pays. Cette histoire en deux volumes repose sur les archives de la Société générale et d'autres banques qu'Hubert Bonin a dépouillées avec intensité. [présentation de l'éditeur]

- * BOUDET Jean-François, *Le système européen de comptabilité. Un enjeu de société*, LGDJ, coll. Systèmes, (mars) 2019, 174 p.

La conjoncture des crises économiques depuis les années 1970 et la confirmation de l'Europe communautaire depuis les années 1980 ont, de toute évidence, bouleversé l'organisation des États et la gestion publique. Le Pacte de stabilité et de croissance (PSC) renforcé et le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) au sein de l'Union économique et monétaire participent à cette évolution en soumettant les administrations publiques (APU : État, collectivités locales et organismes de Sécurité sociale), non plus à une simple surveillance de leurs finances publiques, mais à leur encadrement. Ce changement de mot n'est pas anodin et atteste un peu plus la discipline budgétaire et financière voulue par le Traité sur l'Union européenne (TUE) signé à Maastricht le 7 février 1992.

Le système européen de comptabilité publique (SEC 2010) relève du règlement du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne n°549/2013 du 21 mai 2013 (ce qui lui confère un caractère obligatoire pour l'ensemble des États membres de l'Union) et va encore plus loin dans la démarche de surveillance puisqu'il impose un contrôle statistique des administrations publiques et de leurs activités.

L'objectif de cet ouvrage est de faire état de la question et de nous interroger sur cette gouvernance par la statistique publique. Ainsi, le choix d'intégrer telles activités ou tels contrats dans les comptes d'une collectivité n'est pas anodin mais relève d'un calcul au regard d'une norme financière et du niveau de l'endettement public. Bien plus large qu'une simple technique, le SEC est un enjeu de société. Raison pour laquelle l'ouvrage associe une approche organisationnelle et fonctionnelle du SEC. [présentation de l'éditeur]

- * FERRÉ Françoise, *Fiscalité des entreprises et des particuliers. Intégration fiscale*, Bréal, coll. Lexifac, (mars) 2019, 238 p.

Des fiches pratiques pour réviser ; une synthèse complète du cours. Un grand nombre de montages juridiques ont pour objectif de baisser la charge d'impôt. Avant de procéder à des opérations complexes, il est indispensable de connaître les principes fondamentaux de la fiscalité française. Cet ouvrage, composé de fiches, a pour objectif de présenter sous forme claire et synthétique les principaux éléments de la fiscalité des entreprises et des particuliers. Après chaque notion étudiée, l'étudiant a la possibilité de tester ses connaissances par un exercice d'application. A la fin de chaque partie, un exercice de synthèse est proposé. Cette nouvelle édition tient compte des dernières règles fiscales et comptables en vigueur en 2018. [présentation de l'éditeur]

- * FOUQUET Victor et NOÉ Jean-Baptiste, *La révolte fiscale. L'impôt : histoire, théories et avatars*, Calmann-Lévy, (mars) 2019, 222 p.

Du Moyen-Âge aux gilets jaunes, les révoltes fiscales jalonnent l'histoire de France. Au-delà de leur violence, ces mouvements portent une vraie réflexion sur la philosophie de l'impôt, la place de l'État et la

liberté des personnes. Il y a les émotions populaires et spontanées, et il y a les révoltes structurées et organisées, qui refusent l'omnipotence de l'État. C'est que l'impôt dit beaucoup du rapport de l'homme à la société.

Celui-ci doit-il uniquement servir au financement des activités régaliennes ou bien doit-il être l'instrument de la redistribution des richesses et de la construction des personnes par l'État ? La discussion est âpre et nombreux sont les penseurs à débattre d'une juste théorie de l'impôt.

De l'Antiquité à Margaret Thatcher, de Richelieu à Emmanuel Macron, les auteurs content l'histoire de ces révoltes fiscales qui ont contribué à façonner le monde contemporain. En convoquant les grands auteurs et en réfléchissant à la finalité de l'impôt, ils proposent aussi une analyse de ce à quoi pourrait ressembler un impôt juste. Car avant de prélever, l'État doit définir son champ d'intervention et circonscrire ses dépenses. À l'heure où la France est embourbée dans le débat fiscal, cet ouvrage permet de prendre de la hauteur et offre une réflexion vivante sur l'impôt, à travers son histoire et ses théories. [présentation de l'éditeur]

* HURON David et SPINDLER Jacques, *Management et finances publiques. Les marqueurs du New Public Management*, coll. Management Public, Paris, L'Harmattan, (mars) 2019, 300 p., préface de Pierre-Charles PUPION


Cet ouvrage propose une réflexion sur la rencontre de deux champs disciplinaires qui se croisent sans se reconnaître. Il s'agit des sciences de gestion et des finances publiques. L'introduction est consacrée aux "marqueurs" du New Public Management qui, depuis les années 1980, constitue le courant dominant des sciences de gestion. Les trois parties qui suivent ont été construites avec un même plan distinguant les différentes administrations publiques identifiées par le système européen des comptes (SEC) : "Performance", "Responsabilisation" et "Externalisation". Si les développements sont centrés sur les pratiques françaises, ils réservent cependant une place à des éléments de réflexion pour chacun des pays examinés (Allemagne, Espagne, Italie et Royaume-Uni). [présentation de l'éditeur]

Articles

A signaler

- Parution de *L'année fiscale* (2018), *Revue de droit fiscal* [tous les articles sont signalés sous l'entrée CASTAGNÈDE Bernard et GUTMANN Daniel (dir.)]
- Dossier « Réorganisation transfrontalière de sociétés. Aspects juridiques, comptables et fiscaux », *Fiscalité Internationale* [voir à l'entrée BLANDIN Anne-Lyse, DESPREZ Frédéric et al.]
- Dossier « La conditionnalité économique et financière dans les politiques de l'UE (Partie II) », *RUE* [voir aux noms des auteurs]
- Table ronde « Quelle responsabilité pour demain ? », *Gestion & Finances Publiques* [voir à l'entrée Association des agents comptables]
- Dossier « Abus de droit, regards croisés », *REIDF* [toutes les thématiques traitées sont signalées sous l'entrée LA MARDIÈRE Christophe (de)]
- Acte du colloque « Les défis constitutionnels au sein de l'UEM », *Revue de l'euro* [voir à l'entrée collectif]
- Actes du colloque « La Constitution économique et financière », *Politeia* [voir aux noms des auteurs]

 Publications en lien avec la SFFP [voir aux noms des auteurs]

- ACARD Claire, AUSTRY Stéphane, BOKDAM-TOGNETTI Emilie, KOURALEVA-CAZALS Polina, DAUCHEZ Olivier, ILJIC Anne et JACQUOT Nicolas, « Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. Chronique d'actualité », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 195
- ADVIELLE Frédéric et VAN HERZELE Pierre, « Les chambres régionales et territoriales des comptes et le contrôle des organismes de logement social », *AJDA*, 2019, p. 625
- AGULHON Vincent, BOYNES Nicolas (de), MÉNARD Charles et TEPER Frédéric, « chronique « Commentaires administratifs de la réforme du régime fiscal des réorganisations », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 131
- AGULHON Vincent, BOYNES Nicolas (de), MÉNARD Charles et TEPER Frédéric, « chronique « Intégration et consolidation fiscales-Réorganisation », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 121
- ALHAMA Frédéric, « Les activités de service public insusceptibles d'être tarifées » (note sous CE, 28 novembre 2018, *SNCF Réseau*), *AJDA*, 2019, p. 595
- ▶ Lien vers l'arrêt :
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037659283&fastReqId=2089896879&fastPos=1>
- ALVAREZ-LE MENTEC Victoria et L'ESTOILE-CAMPI Agnès (de), « Chronique d'actualité - Fiscalités étrangères (partie Amérique Latine) », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 288 (avec actualités : Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique et Pérou)
- APOLLIS Benoît, « Vers une transformation financière du système de santé ? », *RDSS*, 2019, n° 1, p. 35 (in dossier « Le plan « ma santé 2022 » »)
- Association des agents comptables, « Quelle responsabilité pour demain ? » (table ronde), *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 2, mars-avril 2019, p. 61
-  BARILARI André et CABANNES Xavier (entretien avec), « Les finances publiques citoyennes », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 2, mars-avril 2019, p. 5
- BAUDU Aurélien, BIN Fabrice, CALMETTE Jean-François, HOUSER Matthieu, LE CLAINCHE Michel, TERRASSE Yves, « Repères d'actualité de la gestion et des finances publiques de janvier 2018 », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 2, mars-avril 2019, p.119
- BAUDU Aurélien, BIN Fabrice, CALMETTE Jean-François, HOUSER Matthieu, LE CLAINCHE Michel, TERRASSE Yves, « Repères d'actualité de la gestion et des finances publiques de février 2018 », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 2, mars-avril 2019, p.129
- BAULIEU Gabriel, JANSOLIN Sylvie, MERY Julia (entretien avec), « Pacte fiscal et financier et gestion mutualisée des ressources humaines : quelles bonnes pratiques dans un cadre budgétaire contraint ? », *JCP éd. A*, 2019, n° 2069 (11 mars 2019, n° 10-11)
- BELLET Julien CHARTIER Eric, DEDIEU Pierre, GINTER Eric, PÉRIN-DUREAU Ariane, SADOWSKY Marilyne et SAIAC Julien, « Patrimoine. Chronique d'actualité », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 173

● BÉNARD Yohann, « Application de la prescription décennale pour le recouvrement d'impositions en exécution d'une décision judiciaire ayant force exécutoire » (concl. sur CE, 18 juillet 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 214

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037228530&fastReqId=596883491&fastPos=1>

● BICK Ulrike, « Jurisprudence de la Cour administrative fédérale d'Allemagne. La fiscalité communale (2^e partie) », *RFDA*, 2019, n° 1, p. 187 [voir le *Billet bibliographique* n° 9 pour les références de la 1^{ère} partie de cette étude]

● BLAIRON Katia, « La constitutionnalisation italienne des finances publiques », *Politeia*, 2018, n° 34 (actes du colloque « La Constitution économique et financière »)

● BLANDIN Anne-Lyse, DESPREZ Frédérique, DEYSINE Marie-Amélie, MÉNARD Charles et ROCHA Christine, Dossier « Réorganisation transfrontalière de sociétés. Aspects juridiques, comptables et fiscaux », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 9

● BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Renvoi d'une QPC sur l'application de la retenue à la source de l'article 182 B sur des revenus bruts et aux sociétés déficitaires » (concl. sur CE, 25 février 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 204

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038166172&fastReqId=433918111&fastPos=1>

● BOURQUIN Gabriel, CHAUMONTET David, DE' CAPITANI Paolo, L'ESTOILE-CAMPI Agnès (de), KAM Imme, KLUSCHIN Nelli, MEEUS Jean et SANTOS COSTA Monica, « Chronique d'actualité - Fiscalités étrangères (partie Europe) », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 261 (avec actualités : Allemagne, Belgique, Espagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suisse)

● BOYER Bénédicte, CASABIANCA Daniel, « Formation : Les MOOC sur les finances locales ont trouvé leur public », *Gestion & Finances Publiques*, n° 2, mars-avril 2019, p. 31

● BROSSES Sophie (de), « Dons aux œuvres : 2019, l'année des solutions ? », *Juris associations*, n° 595, 2019, p. 38

● BUISSON Jacques, PISSALOUX Jean-Luc, 3Chronique de jurisprudence constitutionnelle fiscale et financière, novembre-décembre 20183, *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 2, mars-avril 2019, p. 142

● CABON Sarah-Marie, « Entre pragmatisme et idéalisme, quelle place pour la négociation en droit pénal fiscal ? » (dossier « Droit pénal fiscal »), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 199

● CALMETTE Jean-François, « Les apports de Pierre Lalumière à la compréhension des Finances publiques et de ses acteurs », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 2, mars-avril 2019, p. 87

● CASEY Jérôme, « La taxe d'habitation doit être remboursée à l'indivisaire occupant par l'indivision » (note sous Cass., civ. 1^{ère}, 5 décembre 2018), *AJ Famille*, 2019, n° 3, p. 157

● CASTAGNÈDE Bernard et GUTMANN Daniel (dir.), *L'année fiscale, Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 182 à 196 :

- Laurent POUILLE, « L'amortissement des éléments incorporels du fonds de commerce »
- Jean-Luc PIERRE, « Du pouvoir d'interprétation du juge : illustrations dans le régime du crédit d'impôt recherche »
- Eric PICHET, « Fiscalité des personnes : chronique de l'année 2018 »
- Lionel LENCZNER et Charlotte GUINCESTRE, « Fiscalité des entreprises : chronique de l'année 2018 »
- Olivier GALERNEAU, Jean-David VASSEUR, José-Manuel MORENO, Arnaud MORAINÉ, Anne GROUSSET, Yolande SÉRANDOUR et Odile COURJON, « Taxe sur la valeur ajoutée : chronique de l'année 2018 »
- Laurent GUILMOIS, Renaud MORTIE et Jean-François DESBUQUOIS, « L'année fiscale 2018 : fiscalité patrimoniale »
- Emmanuel RAINGEARD DE LA BLÉTIÈRE, « Droit de l'Union européenne : chronique de l'année 2018 »
- Emmanuel DINH, « Fiscalité internationale : chronique de l'année 2018 »
- Franck LE MENTEC, « Royaume-Uni : chronique de l'année 2018 »
- Annett KENK et François HELLIO, « Allemagne : chronique de l'année 2018 »
- Jean MEEÛS, Imme KAM et Christine BEERNAERTS, « Benelux : chronique de l'année 2018 »
- Céline PASQUIER et Édouard MILHAC, « La réforme fiscale américaine a-t-elle tenu toutes ses promesses ? »
- Victoria ALVAREZ-LE MENTEC, « Fiscalité 2018 en Amérique latine »
- Anouchka LÉCAILLE, Juliette GUÉRIN-TOUET, Carlo MASCIONI, Richard FINCK, Arnaud MORAINÉ, Joséphine PAGÈS, Fanny DETOUT et Marie FERNET, « Douanes : chronique de l'année 2018 »
- Emmanuel DE CROUY-CHANEL, « Chronique de procédures fiscales 2018 »

● CASSAN Catherine et SIMO Landry, « Selon le Conseil d'État, les décisions du Conseil Constitutionnel ne constituent pas des événements » (note sous CE, avis, 6 février 2019 et CE, avis, 11 janvier 2019, avec les concl. K. CIAVALDINI), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 207

► Lien vers les avis :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038101471&fastReqId=1192115926&fastPos=1>

et

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037996223&fastReqId=1209103631&fastPos=1>

● CASTRO Albert, PHILIBERT Cédric, BUREAU Romain et ZERBIB Joël, « Actualité du réseau conventionnel français », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 66

● CHAPPELLIER Edouard, DINH Emmanuel et PERROT Thomas, « Dividendes-Intérêts-Redevances. Chronique d'actualité », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 137

● CHESNEAU Laurent et LEGENTIL Philippe, « Revenus et gains divers. Chronique d'actualité », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 165

● CHESNEAU Laurent, « Motivation d'une rectification d'un contribuable par référence à la proposition envoyée à la société dont il est le gérant : appréciation *in concreto* » (note sous CE, 26 septembre 2018), *JCP éd. E*, n° 1130 (14 mars 2019, n° 11, p. 48)

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037437525&fastReqId=635464652&fastPos=1>

● CIAVALDINI Karin, « Question préjudicielle du juge judiciaire : possibilité pour le juge administratif de se prononcer sur une autre question que celle posée par la décision de renvoi » (concl. sur CE, 28 novembre 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 212

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037659277&fastReqId=571267956&fastPos=1>

● CLERC Olivier, « Le conditionnement des budgets locaux par les règles européennes de gouvernance économique : l'exemple italien » *RUE*, 2019, n° 626, p. 163 (Dossier « La conditionnalité économique et financière dans les politique de l'UE (Partie II) »)

● COIN Raphaël, GOUTHIERE Bruno, LE MENTEC Franck, « Territorialité-Résidence-Etablissement stable. Chronique d'actualité », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 89

● Collectif, Acte du colloque sur « Les défis constitutionnels au sein de l'UEM » des 29 et 30 mars 2018, Université libre de Bruxelles, *Revue de l'euro*, n° 53, 2018 :

https://resume.uni.lu/publications/revue-ecu-euro?filters=%7B%22tags_slug_all%22:%5B%22euro-2018-053%22%5D%7D

● CORTOT-BOUCHER Emmanuelle, CRÉPY Edouard, MAITROT DE LA MOTTE Alexandre et RAINGEARD DE LA BLÉTIÈRE Emmanuel, « Sources-Principes-Méthodes. Chronique d'actualité », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 47

● Cour des comptes, « La dette des entités publiques, périmètres et risques », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 2, mars-avril 2019, p. 28

● CRÉPEY Edouard, « Insuffisance de motivation d'une proposition de rectification ne mentionnant pas l'application du coefficient de 1,25 au bénéfice imposable d'un non adhérent à un centre de gestion agréé (CGI, art. 158, 7) » (concl. sur CE, 26 juillet 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 211

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037253956&fastReqId=667117501&fastPos=1>

● CRÉPEY Edouard, « Visites domiciliaires (LPF, art. L. 16 B) : portée de l'obligation d'informer les contribuables en vue de l'exercice des voies de recours prévues par la loi du 4 août 2008 » (concl. sur CE, 30 mai 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 210

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037080501&fastReqId=135664044&fastPos=2>

● CRUVELIER Emmanuel, « Quelles nouveautés pour la fiscalité des loyers au 1^{er} janvier 2019 », *Loyers et copropriété*, 2019, n° 3, p. 2

● DAMAREY Stéphanie, VANDENDRIESSCHE Xavier, « Chronique de jurisprudence financière, octobre 2018-février 2019 », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 2, mars-avril 2019, p. 149

● DEBOISSY Florence, « Blanchiment de fraude fiscale : après le flux le reflux ? » (dossier « Droit pénal fiscal »), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 198

● DEDIEU Pierre et VATINEL Arthur, « Exit tax et sociétés à prépondérance immobilière : une extension porteuse d'incertitude », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 97

● DELEU Carine, « Location hybride et taux de TVA » (note sous CE, 28 novembre 2018, avec les concl. K. CIAVALDINI), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 208

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037659277&fastReqId=1497912867&fastPos=1>

● DELLEDONNE Giacomo, « La Constitution budgétaire, composante de la Constitution économique dans la longue transition de l'État régional italien », *Politeia*, 2018, n° 34 (actes du colloque « La Constitution économique et financière »)

● DEROUIN Philippe, « Imposition des plus-values d'échange d'actions et neutralité fiscale prescrite par les directives européennes concernant le régime fiscal commun des fusions » (note sous CE, 12 octobre 2018, avec les concl. B. BOHNERT), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 202 ; voir aussi *JCP, éd. E*, 2019 (28 mars 2019, n° 13), n° 1160

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037545369&fastReqId=2033874618&fastPos=1>

● DESBUQUOIS Jean-François et KOZLOWSKI Julien, « Evolutions récentes de l'abus de droit », *La revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 3, p. 18

● DETRAZ Stéphane, « La pérennisation jurisprudentielle du cumul des répressions fiscale et pénale » (dossier « Droit pénal fiscal »), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 201

● DONY Marianne, « Conditions et conditionnalité du financement local d'un service d'intérêt économique général », *RUE*, 2019, n° 626, p. 170 (Dossier « La conditionnalité économique et financière dans les politiques de l'UE (Partie II) »)

● DOUET Frédéric et DOUVILLE Thibault, « Quand le droit fiscal fait obstacle à la dématérialisation des actes sous signature privée », *JCP éd. N*, n° 294 (8 mars 2019, n° 10, p. 16)

● DUFOUR Anne-Claire, « Le juge constitutionnel saisi des finances de la Sécurité sociale », *Politeia*, 2018, n° 34 (actes du colloque « La Constitution économique et financière »)

● DUMAS Perrine et NOBLET Sandrine, « La conditionnalité économique en matière de transport maritime des personnes entre la Corse et le continent », *RUE*, 2019, n° 626, p. 145 (Dossier « La conditionnalité économique et financière dans les politiques de l'UE (Partie II) »)

● DUMAS Camille, LÉVÈQUE Franck, « La transformation du partenariat entre ordonnateurs et comptable au service de la performance des hôpitaux publics », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 2, mars-avril 2019, p. 39

- DURAND Philippe, « La réforme de la limitation de la déductibilité des charges financières : l'harmonisation dans la cacophonie », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 150
- ESCAUT Pierre, GLAIZE Antoine, LESPRIT Eric, LLINARES Emmanuel, PLUVIANO Alberto et SILBERZTEIN Caroline, chronique « Prix de transfert », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 104
- FINES Francette, « La nouvelle conditionnalité macroéconomique dans la politique européenne de cohésion », *RUE*, 2019, n° 626, p. 177 (Dossier « La conditionnalité économique et financière dans les politiques de l'UE (Partie II) »)
- FOURMONT Alexis, « Un retour en grâce des décrets d'avance », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 2, mars-avril 2019, p.15
- GAYET Marie, « Assurance sur la vie. Redressement par l'administration fiscale au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) » (note sous Cass. com, 12 décembre 2018), *Responsabilité civile et assurances*, 2019, n° 3, p. 23
 - ▶ Lien vers l'arrêt :
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?oldAction=rechJuriJudi&idTexte=JURITEXT000037850816&fastReqId=1540468391&fastPos=1>
- GERMAIN Jérôme, « Les défis de la Constitution économique et financière, une présentation », *Politeia*, 2018, n° 34 (actes du colloque « La Constitution économique et financière »)
- GERMAIN Jérôme, « Les trois significations de la Constitution financière », *Politeia*, 2018, n° 34 (actes du colloque « La Constitution économique et financière »)
- GIANSETTO Fanny, « Restructuration de la dette grecque : absence d'applicabilité du règlement Bruxelles I bis (note sous CJUE 15 novembre 2018) », *Rec. Dalloz*, 2019, p. 572
 - ▶ Lien vers l'arrêt :
<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?jsessionid=FD40B74526D46390BD251EA958EB519?text=&docid=208637&pageIndex=0&doclang=FR&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=465905>
- GIBERT Bruno et STANKIEWICZ Lukasz, « Coopération administrative et règlement des différends. Chronique d'actualité », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 249
- GLON Guillaume et HAMIS Stéphanie, « Chronique d'actualité - Fiscalités étrangères (partie Etats-Unis et Canada) », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 283
- GODIVEAU Grégory, « La rigidité de l'Union économique et monétaire à l'épreuve de sa réforme », *Politeia*, 2018, n° 34 (actes du colloque « La Constitution économique et financière »)
- GRARD Loïc, « La conditionnalité économique et financière dans les transports aériens », *RUE*, 2019, n° 626, p. 153 (Dossier « La conditionnalité économique et financière dans les politiques de l'UE (Partie II) »)
- GRAU Romain, « La gestion du risque budgétaire associé aux contentieux fiscal de l'Etat », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 43
- GRÖPL Christoph, « Le “frein à l'endettement” en tant que partie de la Constitution économique de l'État fédéral, des États fédérés et des collectivités locales en Allemagne », *Politeia*, 2018, n° 34 (actes du colloque « La Constitution économique et financière »)

- GUILLEMONAT Alexandre, LOITRON Guillaume et TRANCART Théophile, « Prix de transfert : actifs incorporels difficiles à valoriser : voyage dans la machine à remonter le temps de la création de valeur », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 202
- GUO Min, QUENDEY Anne, SIEKER Steven et MALHOTRA Sanjiv, « Chronique d'actualité - Fiscalités étrangères (partie Asie et Océanie) », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 295 (avec actualités : Chine, Hong Kong et Inde)
- HADJIVELTCHEV Dimitar, MÉDUS Jean-Louis et BILLARD-MOALIC Rosemary, « Dirigeants et salariés. Chronique d'actualité », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 159
- HAUPTMANN Nicolas et PÉHAU Nicolas, « Chronique de jurisprudence de la Cour des comptes et de la Cour de discipline budgétaire et financière », *AJDA*, 2019, p. 570 : « Le juge des comptes et les groupements d'intérêt public » (chron. sous C. comptes, 7 janvier 2019, *GIP Maison départementale des personnes handicapées du Doubs*, 18 janvier 2019, *GIP Habitat et interventions sociales* et 18 janvier 2019, *GIP Formation-Cadres Avenir*), p. 570 ; « Le contrôle préalable doit avoir une portée utile » (chron. sous CDBF, 25 janvier 2019, *Radio France : visa du contrôleur général économique et financier en matière de rémunération*), p. 577
 - ▶ Lien vers l'arrêt *GIP Maison départementale des personnes handicapées du Doubs* : <https://www.ccomptes.fr/fr/documents/46838>
 - ▶ Lien vers l'arrêt *GIP Habitat et interventions sociales* : <https://www.ccomptes.fr/fr/documents/46925>
 - ▶ Lien vers l'arrêt *GIP Formation-Cadres Avenir* : <https://www.ccomptes.fr/fr/documents/46926>
 - ▶ Lien vers l'arrêt *Radio France : visa du contrôleur général économique et financier en matière de rémunération* : <https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-01/20190125-arret-229-766-Radio-France-visa-CGefi-remunerations.pdf>
- HERNU Paul, « L'avenir du contrat dans la gestion des agents du service public », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 2, mars-avril 2019, p. 80
- JOHANET Gilles, « La refonte de la responsabilité des gestionnaires et des comptables publics », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 2, mars-avril 2019, p. 56
- JULIEN SAINT-AMAND Pascal et PANYA Chintana, « Régime Dutreil-transmission : coup de projecteur sur les nouveaux assouplissements », *La revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 3, p. 8
- JURION Roxane, « La Constitution économique des collectivités territoriales en France », *Politeia*, 2018, n° 34 (actes du colloque « La Constitution économique et financière »)
- JURION Roxane, « La Constitution économique : la notion et sa réception par la doctrine française », *Politeia*, 2018, n° 34 (actes du colloque « La Constitution économique et financière »)
- KHALLOUK Ouafaa, « La préparation du budget de l'Etat au Maroc : une nouvelle procédure au service de la performance », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 2, mars-avril 2019, p. 109
- KOZLOWSKI Julien et DESBUQUOIS Jean-François, « L'opposabilité de la doctrine administrative en danger », *La revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 3, p. 32

- LA MARDIÈRE Christophe (de), Présentation du dossier « Abus de droit, regards croisés », *REIDF*, 2018, n° 4, p. 464 [ce dossier contient des articles relatifs à la Grande-Bretagne (Judith Freedman), aux Etats-Unis (Thomas Chaperot), à la Suède (Cécile Brokelind), au Danemark (Peter Koerver Schmidt), à la Suisse (Laurence Cornu), à la Belgique (Philippe Malherbe), à l'Italie (Paolo Piantavigna) et à l'Espagne (Miguel Ángel Martínez Lago et José Manuel Almudí Cid). Pour le cas de la France, voir ci-dessous l'article de Christophe de la Mardière]
 - LA MARDIÈRE Christophe (de), « L'abus de droit en France », *REIDF*, 2018, n° 4, p. 544
 - LA MARDIÈRE Christophe (de), « Félix Esquirou de Parieu, historien et comparatiste de l'impôt », *REIDF*, 2018, n° 4, p. 585
 - LAURATET Séverine et ALMIRA Alexandre, « Chronique d'actualité - Fiscalités étrangères (partie Afrique francophone) », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 298 (avec actualités : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, République du Congo, Gabon, Sénégal, Tchad)
 - LE CLAINCHE Michel, « L'écotaxe poids lourds en France (2007-2017), l'échec d'une innovation fiscale », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 2, mars-avril 2019, p. 98
 - LECLERCQ Laurent et MORGENSTERN Patrick, « Les évolutions du régime de l'intégration fiscale en 2019 et le droit de l'UE : nécessité ou prétexte ? », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 126
 - LECUSSON Leilla, « La taxe générale à la consommation en Nouvelle-Calédonie : une réforme fiscale destinée à doper l'économie locale », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 204
 - LE GUIDEC Raymond, « 2019 : vers une réforme de la fiscalité successorale ? » (repère), *Revue de droit rural*, n° 471, 2019, p. 1
 - LEQUESNE ROTH Caroline, « La fin des vautours ? Retour sur le contentieux stratégique des dettes souveraines », *Revue internationale de droit économique*, vol. t. XXXII, n° 3, 2018, p. 351
 - LESPRIT Eric, « Imposition des résultats issus de la digitalisation de l'économie : vers un Big bang fiscal ? », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 41
 - MAGNIER-MERRAN Kevin, « Redevance d'amarrage dans un port de plaisance : si le contrat coule, le tarif reste à la surface ! » (note sous Cass. com, 19 décembre 2018), *AJ Contrat*, 2019, n° 3, p. 147
- ▶ Lien vers l'arrêt :
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?oldAction=rechJuriJudi&idTexte=JURITEXT000037900396&fastReqId=105106284&fastPos=1>
- MARTUCCI Francesco, « La Constitution économique dans le discours doctrinal français », *Politeia*, 2018, n° 34 (actes du colloque « La Constitution économique et financière »)
 - MATTRET Jean- Bernard, « La dette publique : un non-sujet ? », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 2, mars-avril 2019, p. 20
 - MAUBLANC Jean-Pierre, « Fiscalité immobilière. Les nouvelles dispositions fiscales », *AJDI*, 2019, n° 3, p. 196

● MERLOZ Marie-Gabrielle, « Émission d'un titre de recette au nom du titulaire initial avant transfert de son permis de construire : perte de sa qualité de débiteur légal et acquisition de la qualité de personne tenue solidairement au paiement de la taxe (CGI, art. 1929, 4, b) » (concl. sur CE, 11 janvier 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 214

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038003515&fastReqId=1067861249&fastPos=1>

● MICHEL Marc, « TVA, droit à déduction et sociétés civiles d'attribution », *La revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 3, p. 30

● MIGAUD Didier, « Accélérer la transformation de l'action publique », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 2, mars-avril 2019, p. 51

● MONGIN Nicolas, « Assurance-vie ou comptes-titres : quelle enveloppe de gestion privilégier suite à l'instauration de la « flat tax » ? », *Actes pratiques et stratégie patrimoniale*, 2019, n° 1, p. 43

● NAYBERG Louis et VERGNET Nicolas, « La clause anti-abus générale de la directive ATAD », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 226

● NÉGRIN Olivier, « Contentieux en matière fiscale. Répression des abus de droit » (note sous CAA Paris, 20 décembre 2018).

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037841421&fastReqId=260570924&fastPos=1>

● PAPADAMAKI Ioanna, « L'évolution d'une catégorie juridique : le rescrit fiscal », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 203

● PARTSCH Philippe-Emmanuel, « Vers une européanisation du contentieux prudentiel bancaire dans la zone euro », *Revue de l'euro* :

<https://resume.uni.lu/story/vers-une-europeanisation-du-contentieux-prudentiel-bancaire>

(mis en ligne le 20 mars 2019)

● PECQUEUR Olivier, « Exonération de plus-value en cas de cession de la résidence principale : les principales difficultés rencontrées en pratique », *Actes pratiques et ingénierie immobilière*, 2019, n° 1, p. 34

● PELLEGRIN Guillaume et RUTSCHMANN Yves, « Poursuite et sanction de la fraude fiscale : l'évolution du risque pénal à l'aune de la loi de lutte contre la fraude du 23 octobre 2018 » (dossier « Droit pénal fiscal »), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 197

● PELLET Rémi, « Le financement par la TVA du coût de la réduction des cotisations patronales d'assurance maladie en remplacement de deux crédits d'impôts (CICE et CITS) », *JDSAM*, n° 22, 2019, p. 77

● PELLETIER Marc, « Droit constitutionnel fiscal 2018 », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 213

● PERDRIOL G., « La loi de finances pour 2019 impacte la fiscalité des agriculteurs », *Revue de droit rural*, n° 471, 2019, p. 44

● PEYROL Bénédicte, avec la collaboration de FRAMONT Valentin, « Rapport d'information sur l'évasion fiscale internationale des entreprises », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, p. 218

- PEZET Fabrice, « La « fiscalité de marché » : vers un nouveau concept de la Cour de justice », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 2, mars-avril 2019, p. 45
- PIERRE Jean-Luc, « Dernières lois fiscales », *Droit des sociétés*, 2019, n° 3, p. 7
- RABAULT Hugues, « La notion de Constitution économique : éléments d'introduction », *Politeia*, 2018, n° 34 (actes du colloque « La Constitution économique et financière »)
- RABAULT Hugues, « Synthèse. La Constitution économique : une perspective pour repenser le droit public économique », *Politeia*, 2018, n° 34 (actes du colloque « La Constitution économique et financière »)
- ROCHE Denis, « TVA sur marge : la CAA de Lyon fait un pas de plus vers la normalisation ! », *La revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 3, p. 35
- ROSSI E.A., « Tax offences and ancillary sanctions: proposal for new criteria based on the ECtHR Berlusconi Case », *Revue internationale des services financiers*, 2018, n° 4, p. 104
- RUTSCHMANN Yves, ROCH Pierre-Marie et SOUMAGNE Adrien, « Projet de taxe sur les services numériques : une solution d'attente qui suscite des interrogations quant à sa conformité aux normes supérieures », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 212
- SAOUDI Messaoud, « Les budgets participatifs d'investissement : un dispositif politique et/ou un dispositif citoyen ? », *Revue générale du droit*, 2019, numéro 43105 : <http://www.revuegeneraledudroit.eu/blog/2019/04/01/les-budgets-participatifs-dinvestissement-un-dispositif-politique-et-ou-un-dispositif-citoyen/>
- SAOUDI Messaoud, « La maîtrise par l'Etat de la dépense et dette locales: de la contractualisation à la constitutionnalisation financière ? », *RDP*, 2019, n° 2, p. 499
- SALLES Maryline et CAZAJUS Myriam, « Faux-semblants sur la solidarité fiscale à l'égard des sociétés », *Actes pratiques et ingénierie sociétaire*, n° 164, 2019, p.40
- STANKIEWICZ Lukasz (chronique sous la responsabilité de), « L'activité fiscale des organisations internationales », *REIDF*, 2018, n° 4, p. 555
- STECKEL-ASSOUÈRE Marie-Christine, « Fiscalité et finances », in BLANC D. (dir.), « Chronique annuelle de politiques publiques internes de l'Union », *Revue du droit de l'Union européenne*, 2019, n° 1, p. 129
- TANGUY François, « Du décret GBCP à Action publique 2022 : cinq ans de modernisation de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 2, mars-avril 2019, p. 64
- TUROT Jérôme, « Peut-on abuser d'une garantie ? À propos de l'arrêt CAA Paris, 20 décembre 2018, n° 17PA00747 » (note, avec les concl. O. LEMAIRE), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 206
 - ▶ Lien vers l'arrêt : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037841421&fastReqId=1164706484&fastPos=1>
- VABRES Régis, « Déduction de la TVA payée sur les dépenses supportées en vue de l'acquisition de titres de participation » (note sous CJUE, 5 juillet 2018, aff. C-320/17), *Revue internationale des services financiers*, 2018, n° 4, p. 108


► Lien vers l'arrêt :

<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?text=&docid=203613&pageIndex=0&doclang=fr&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=467919>

- VERGNET Nicolas, « Articulation des procédures fiscale et pénale : une symphonie inachevée » (dossier « Droit pénal fiscal »), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 200
- VICTOR Romain, « Requêtes d'appel manifestement dépourvues de fondement : le juge de cassation contrôle l'abus du recours aux ordonnances pour en prononcer le rejet » (concl. sur CE, 5 octobre 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 213

A signaler aussi :

- LE CLAINCHE Michel et ROSA Audrey, « Les finances citoyennes. Appel à contribution », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 2, mars-avril 2019, p. 14

 SFFP (Xavier CABANNES et Etienne DOUAT, en tant que Pt et VP de la SFFP) : « Faisons entrer la dette publique au Parlement », *Les Echos*, 11 mars 2019 et : <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/0600860554192-faisons-entrer-la-dette-publique-au-parlement-2250807.php>

► **Rapports et référés récents de la Cour des comptes** (mis en ligne en mars 2019) :

- * « Les personnels des SDIS et de la sécurité civile », rapport mis en ligne le 26 mars 2019 : <https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-03/20190326-rapport-personnels-SDIS-securite-civile.pdf>
- * « La gestion des dépenses fiscales en faveur du logement », rapport mis en ligne le 21 mars 2019 : <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/la-gestion-des-depenses-fiscales-en-faveur-du-logement>
- * « L'accès aux services publics dans les territoires ruraux », rapport mis en ligne le 20 mars 2019 : <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/laces-aux-services-publics-dans-les-territoires-ruraux>
- * « La Fondation de l'Armée du Salut », rapport mis en ligne le 19 mars 2019 : <https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-03/20190319-Armee-du-Salut.pdf>
- * « L'externalisation du soutien aux forces en opérations extérieures », rapport mis en ligne le 12 mars 2019 : <https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-03/20190312-externalisation-soutien-forces-OPEX.pdf>
- * « La Caisse de garantie du logement locatif social », rapport mis en ligne le 6 mars 2019 : <https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-03/20190306-caisse-garantie-logement-locatif-social.pdf>
- * « La situation et les perspectives de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité (Ladom) », référé mis en ligne le 28 mars 2019 : <https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-03/20190328-refere-Ladom.pdf>

* « Assurance chômage : droits rechargeables et activité réduite », mis en ligne le 13 mars 2019 : <https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-03/20190313-refere-S2018-3728-assurance-chomage.pdf>

* « Le rôle des centres hospitaliers universitaires », référé (mis en ligne le 5 mars 2019) : <https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-03/20190305-refere-S2018-3661-role-CHU.pdf>

* « Les moyens consacrés à la lutte contre la délinquance économique et financière », référé (mis en ligne le 4 mars 2019) : <https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-03/20190204-refere-S2018-3520-lutte-delinquance-economique-financiere.pdf>

► Publications de la Cour des comptes européenne (mises en ligne en mars 2019) :

* La Cour des comptes européenne fait la lumière sur l'affectation du budget de la politique de cohésion après 2020 (28 mars 2019) : https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/RRC_COHESION/RRC_COHESION_FR.pdf

* La surveillance, par l'UE, des aides d'Etat accordées aux banques sous la loupe (27 mars 2019) : https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/AP19_05/AP_STATE_AID_EN.pdf

► Rapports parlementaires (mis en ligne en mars 2019) :

Assemblée nationale :

* Rapport de la commission des finances sur la proposition de loi de M. Jean-Paul Dufrègne et plusieurs de ses collègues visant la justice fiscale par le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune et le renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu, n° 1609 (mis en ligne le 4 mars 2019) : [http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1699/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1699/(index)/rapports)

* Questions sociales et santé : organisation et transformation du système de santé , n° 1767 ; accès au dossier législatif avec les divers documents déposés au mois de mars : http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/organisation_transformation_systeme_sante

Sénat :

* Financement de la dépendance (rapport) : <http://www.senat.fr/rap/r18-428/r18-4281.pdf>

* Actionnariat des SPL (rapport) : <http://www.senat.fr/rap/118-408/118-4081.pdf>

* Recouvrement des amendes pénales (rapport) : <http://www.senat.fr/rap/r18-330/r18-3301.pdf>

► **Parlement européen** (rapports mis en ligne en mars 2019)

* Rapport sur l'état prévisionnel des recettes et des dépenses du PE pour l'exercice 2020 (25 mars 2019) :

http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2019-0182_FR.html?redirect

* Rapport sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE, Euratom) n° 883/2013 relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) en ce qui concerne la coopération avec le Parquet européen et l'efficacité des enquêtes de l'OLAF (22 mars 2019) :

http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2019-0179_FR.html?redirect

* Rapport sur les orientations pour la préparation générale du budget 2020, section III (8 mars 2019) :

http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2019-0172_FR.html?redirect

* Rapport sur la criminalité financière, la fraude fiscale et l'évasion fiscale (8 mars 2019) :

http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2019-0170_FR.pdf?redirect

* Rapport sur le semestre européen pour la coordination des politiques économiques : examen annuel de la croissance 2019 (4 mars 2019) :

http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2019-0159_FR.html?redirect

* En outre voir sous ce lien les nombreux rapports déposés début mars concernant la décharge sur l'exécution du budget 2017 :

<http://www.europarl.europa.eu/committees/fr/search-in-documents.html#sidesForm>

► Ouvrage(s) et article(s) intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Fondafip** au mois de mars 2019 (cette rubrique sera mensuelle, s'il y a lieu de signaler une mise en ligne) :

* Article introuvable « Débat : le poids des prélèvements obligatoires est-il devenu intolérable ? », *RFFP*, n° 5, 1984 (mis en ligne le 29 mars 2019) :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-debat-le-poids-des-prelevements-obligatoires-est-il-devenu-intolérable-in-rffp-ndegree5-1984>

* Article introuvable de Maurice Lauré : « La réforme fiscale et la fonction cachée de la monnaie », *RFFP*, n° 60, 1997 (mis en ligne le 12 mars 2019) :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-maurice-laure-la-reforme-fiscale-et-la-fonction-cachee-de-la-monnaie-in-rffp-ndegree60-1997pdf>

* Article introuvable d'André Margairaz : « L'impôt différencié à la dépense », *RFFP*, n° 1, 1983 (mis en ligne le 5 mars 2019) :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-andre-margairaz-limpot-differencie-a-la-dépense-in-rffp-ndegree1-1983>

► Ouvrage(s) intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Gallica** au mois de mars 2019 (cette rubrique sera mensuelle, s'il y a lieu de signaler une mise en ligne) :

* Octave Noël, *Etude historique sur l'organisation financière de la France*, Paris, Charpentier, 1881 (mis en ligne le 2 mars 2019) :

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k11707653?rk=21459;2>

► **Divers :**

* **OCDE** (publications de mars 2019) :

« Pratiques Fiscales Dommageables - Rapport d'étape de 2018 sur les régimes préférentiels. Cadre inclusif sur le BEPS : Action 5 », 64 p.

« Tendances des impôts sur la consommation 2018 TVA/TPS et droits d'accise: taux, tendances et questions stratégiques », 190 p.

* **BCE** :

Bulletin économique, 2019, n° 2:

<https://publications.banque-france.fr/bulletin-economique-de-la-bce-ndeg22019>

Rapport annuel 2018 :

https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/rapport_annuel_bce_2018.pdf

* **AFT** :

Bulletin Mensuel, n° 346 :

https://www.aft.gouv.fr/files/medias-aft/7_Publications/7.2_BM/BM_2019/346_Bulletin%20mensuel%20mars%202019.pdf

**Rejoignez la SFFP en nous renvoyant le Bulletin d'adhésion 2019,
se trouvant à la page suivante**

Année 2019

Bulletin d'adhésion à la SFFP à retourner à l'adresse suivante :

Société Française de Finances Publiques (SFFP)
Université Savoie Mont Blanc
Faculté de droit
Boîte Postale 1104
73011 CHAMBERY CEDEX

accompagné d'un chèque (bancaire/postal) à l'ordre de la SFFP de :

- 30 euros**, pour une adhésion au tarif plein
- 15 euros**, pour une adhésion « Doctorant » (justification : photocopie de la carte étudiant)
- 7 euros**, pour une adhésion « Etudiant en Master » (justification : photocopie de la carte étudiant)

► **J'accepte/Je refuse** que mes prénom, nom, fonctions soit mentionnés dans un annuaire qui sera diffusé aux membres (cet annuaire ne comportera aucune coordonnée personnelle ou professionnelle).

► **J'accepte/Je refuse** que la SFFP communique mon email lorsque celui-ci lui sera demandé par un membre (exclusivement) de la SFFP.

Date et signature

Indiquez vos coordonnées :

Nom :

Prénom :

Adresse personnelle :

Téléphone :

Email :

Fonctions :

Établissement (*université, administration, entreprise*) :

Les **institutions, entités et personnes morales** peuvent adhérer pour **250 euros** ; une facture sera établie en renvoyant ce bulletin d'adhésion à la SFFP.

- Je souhaite recevoir une facture de **250 euros** pour l'adhésion 2019 à la SFFP.

Institution/Entité/Personne morale :

Adresse :

Personne contact :

Email :

Date et signature

Publication de la SFFP

Pour tout contact : sffpmail@gmail.com



@SFFP2017

***Le Billet bibliographique* est un supplément mensuel de *La Lettre* de la SFFP**

ISSN : 2608-5690